

**D 1004 NICARAGUA: LE COMMERCE AVEC LES PAYS  
SOCIALISTES**

On sait que l'accusation première - et officielle - du gouvernement des Etats-Unis à l'encontre du Nicaragua sandiniste est son inféodation à l'Union soviétique. S'il est vrai que les relations économiques ont presque triplé en trois ans entre le Nicaragua et les pays socialistes (dont Cuba), il faut souligner qu'en 1982, le commerce entre eux était encore très réduit puisqu'il ne représentait que 10,1% du commerce total du Nicaragua à cette date. (A titre de comparaison, 83% du commerce de Cuba se fait avec les pays de l'Est.) Les pays occidentaux restent les principaux partenaires commerciaux du Nicaragua. C'est dire que la dépendance économique de ce pays d'Amérique centrale par rapport aux pays socialistes n'est pas - pour l'heure - de nature à créer automatiquement une dépendance politique. C'est dire aussi que l'avenir reste ouvert.

Pour permettre au lecteur de disposer de quelques données élémentaires, nous donnons ci-après deux tableaux et des extraits d'un article publié dans la collection "Problèmes d'Amérique latine", n° 74, 4e trimestre 1984, de la Documentation française (avec son aimable autorisation). Précisons que les chiffres présentés ici ne prennent pas en compte l'aide militaire au Nicaragua, dont le montant n'est pas connu.

Note DIAL

**NICARAGUA-PAYS SOCIALISTES  
VERS LA CONSOLIDATION DES LIENS ÉCONOMIQUES?**

par Ricardo Acciaris

Le développement des relations économiques du Nicaragua avec l'Union soviétique et les six pays de l'Europe de l'Est (République démocratique allemande (RDA), Tchécoslovaquie, Bulgarie, Pologne, Roumanie et Hongrie) et Cuba n'est plus contesté.

Malgré l'éloignement géographique, l'expansion des échanges commerciaux, des prêts et des dons consentis par le monde socialiste au gouvernement révolutionnaire - en progression relative mais encore très modeste par rapport aux besoins du Nicaragua - et des accords de coopération économique en vigueur entre les partenaires en présence traduisent ce rapprochement. Mais ces liens sont-ils assez forts? Sont-ils suffisants pour que le monde socialiste conserve l'alliance qui s'amorce? Les pays socialistes ont-ils les moyens d'accroître leur aide en direction du Nicaragua, pays pauvre, en guerre et dont les besoins sont nombreux et pressants? Que montrent les chiffres nicaraguayens? Que disent les latino-américanistes soviétiques?

(...)

TABLEAU I. — COMMERCE EXTÉRIEUR TOTAL.  
COMMERCE AVEC LES PAYS SOCIALISTES EN 1980-1983  
(en millions de dollars des Etats-Unis) (1)

	1980	1981	1982	1983
<b>Commerce extérieur</b>				
Total	1 337,0	1 507,0	1 168,0	1 252,0
Exportations	450,0	508,0	408,0	405,0
Importations	887,0	999,0	760,0	847,0
Solde	- 437,0	- 491,0	- 352,0	- 442,0
<b>— dont commerce avec les pays socialistes</b>				
Total	30,9	62,9	118,0	—
Exportations (2)	29,2 (8,5 %)	30,0 (6 %)	30,6 (7,5 %)	—
Importations (2)	1,7 (0,2 %)	32,9 (3,3 %)	87,4 (11,5 %)	—
Solde	27,5	- 2,9	- 56,8	—
<b>— dont :</b>				
• <b>commerce avec l'Europe de l'Est</b>				
Total	26,4	53,9	87,1	—
Exportations (2)	24,7 (5,5 %)	29,0 (5,7 %)	30,1 (7,4 %)	—
Importations (2)	1,7 (0,2 %)	24,9 (2,5 %)	57,0 (7,5 %)	133,0 (15,7 %)
Solde	23,0	4,1	- 26,9	—
• <b>commerce avec Cuba</b>				
Total	4,5	9,0	30,9	—
Exportations (2)	4,5 (1 %)	1,0 (0,2 %)	0,5 (0,1 %)	—
Importations (2)	0,0	8,0 (0,8 %)	30,4 (4 %)	—
Solde	4,5	- 7,0	- 29,9	—

(1) Exportations FOB ; Importations CAF.

(2) Les chiffres entre parenthèses indiquent les pourcentages de ces exportations et importations par rapport aux exportations et importations totales du Nicaragua.

Source : Ministère du Commerce extérieur du Nicaragua.

TABLEAU II. — NICARAGUA : PRÊTS CONTRACTÉS ET DONS REÇUS DEPUIS JUILLET 1979  
(en millions de dollars des Etats-Unis)

	1979	1980	1981	1982	1983 (1)
<b>Prêts totaux contractés par le Nicaragua</b>	270,5	499,5	538,4	553,9	—
— auprès des pays socialistes (2)	0	103,0 (20,6 %)	110,2 (20,4 %)	248,0 (45 %)	180,0
dont RDA	—	37,8	18,2	20,0	n.d.
URSS	—	n.d.	50,0	150,0	n.d.
Cuba	—	1,0	n.d.	50,0	n.d.
Bulgarie	—	n.d.	18,5	13,0	170,0
Tchécoslovaquie	—	20,0	n.d.	n.d.	10,0
— auprès des pays occidentaux (3)	57,5	225,8	342,0	212,3	—
— auprès d'organismes multilatéraux (4)	213,0	170,9	86,2	83,6	—
<b>Dons totaux reçus par le Nicaragua</b>	83,5	121,8	55,1	26,5	—
— des pays socialistes (2)	0,425 (1 %)	42,6 (35 %)	18,5 (34 %)	—	—
dont Cuba	—	—	41,7 (41,7)	—	—
RDA	—	—	11,1 (5,1)	—	—
URSS	—	—	8,0 (6,6)	—	—
(5) Bulgarie	—	—	4,1 (2,0)	—	—
Hongrie	—	—	0,2 (0,2)	—	—
Tchécoslovaquie	—	—	0,3 (0,3)	—	—
Pologne	—	—	1,0 (1,0)	—	—
— des pays occidentaux (3)	78,5	64,3	31,1	22,3	—
— d'organismes multilatéraux (4)	4,6	14,9	5,5	4,2	—
<b>TOTAL des prêts et dons</b>	350,0	621,3	593,5	580,4	—
<b>Total des prêts et dons d'origine socialiste</b>	0,425	145,6	128,7	248,0	—

(1) Estimations non exhaustives.

(2) Les chiffres entre parenthèses indiquent quels pourcentages du total des prêts (ou des dons) accordés au Nicaragua représentent les prêts (ou les dons) contractés auprès des pays socialistes.

(3) Afrique, Asie, Amérique latine, Europe occidentale et Amérique du Nord.

(4) Régionaux et mondiaux confondus.

(5) Montants accordés du 19 juillet 1979 au 30 juin 1981. Les chiffres entre parenthèses indiquent les montants effectivement reçus à la fin juin 1981.

Source : División de Planificación, Estudios y control del FIR (Fonds International pour la reconstruction).

(...)

### Vers des liens plus développés avec le monde socialiste?

Dans ce contexte, un accord a été signé à Moscou le 16 septembre 1983 entre l'Ambassadeur du Nicaragua en URSS, Jacinto Suarez, et le Secrétaire exécutif du CAEM, F. Faddeev. Ratifié en octobre suivant, cet accord marque la création d'une commission mixte entre le Nicaragua et les pays membres du CAEM en vue d'encourager le développement de ce pays dans les domaines de la production. Il donne, semble-t-il, au Nicaragua le même statut que la Finlande, le Mexique et l'Irak, pays ayant passé des accords avec le Conseil en tant qu'institution collective. Ainsi, le Commandant Henry Ruiz, ministre de la Planification du Nicaragua, s'est rendu à la mi-octobre 1983 à Berlin-Est, avec quatre autres ministres et un économiste du gouvernement révolutionnaire, pour assister à la 37e session du CAEM et officialiser cet accord.

La controverse a été grande autour de cet événement, l'annonce de l'accord en ayant été faite très discrètement sans les déclarations coutumières ou la moindre information sur une éventuelle liaison de l'économie nicaraguayenne à l'ensemble des économies socialistes. Les différentes sources est-européennes et occidentales sont brèves et/ou contradictoires à ce sujet et nos tentatives d'approfondir la question n'ont pas porté les résultats escomptés. Que recouvre cet accord? Pourquoi cette diplomatie du silence? Est-ce à cause de la situation internationale, déjà assez tendue? Est-ce à cause des Etats-Unis, qui voient dans le développement de ces relations la montée d'un danger?

Au terme de ces constatations, la question est de savoir quelle peut être l'efficacité de cet accord. En 1975, un accord du même type a été signé avec le Mexique sans que rien de concret ait été entrepris dans son cadre. Pour un pays comme le Nicaragua, luttant contre la misère et le retard économique, pour surmonter les pertes matérielles dues à la guerre, aux inondations et à la sécheresse de 1982 dont les dégâts sont estimés à plus de 600 millions de dollars; contre le maintien des activités armées et les sabotages sur son propre sol et à ses frontières, aussi bien ce type d'accord, mesure au fond purement protocolaire, que l'effort économique (commerce, prêts, dons...) du monde socialiste semblent dérisoires. Or, du côté socialiste, les difficultés économiques sont également nombreuses et les conceptions des latino-américanistes soviétiques sur "les particularités de la révolution nicaraguayenne" (une politique économique prudente, tolérance vis-à-vis du capital étranger...) s'harmonisent bien avec ce contexte. Ainsi, on peut se demander si, dans l'hypothèse où les Etats-Unis et les organismes tels la BIRD, l'USAID, le FMI ... - dont les moyens sont démesurés - relanceraient leurs relations avec le Nicaragua, les pays socialistes ne perdraient pas ce nouvel "allié" dans le continent américain.

### Les réalisations des pays socialistes au Nicaragua

Nous présentons en annexe un échantillon des relations économiques et d'assistance des pays socialistes au Nicaragua, classées ici sous cinq rubriques: commerce, accords de coopération, prêts et réalisations, dons et divers (visites de délégations officielles, octroi de bourses d'étude, etc.). Bien entendu, ce document n'est pas exhaustif mais suffisant pour mettre en lumière la participation active de l'URSS, de Cuba, de la RDA, de la Bulgarie et de la Tchécoslovaquie. Contrairement aux "pays frères", la Pologne et la Roumanie ne sont présentes que sur le plan du commerce, sans engagement ma-

jeur en matière de coopération économique et/ou de grandes réalisations. On notera également la diversité des initiatives et l'importance des livraisons de matériels de transport, des accords dans le domaine de la planification et de l'administration économique et de certains dons.

Ainsi, les liens unissant le Nicaragua au monde socialiste se développent. Certes, sur le plan du commerce, le nombre de produits échangés demeure très réduit - café, sucre et coton du côté du Nicaragua; machines et matériels de transport et plus récemment des produits énergétiques en provenance de l'URSS du côté socialiste - mais, sur le plan de la coopération et de l'assistance économiques, des rapports un peu plus concrets se nouent entre les deux ensembles. En tout cas, c'est peu pour consolider la présence socialiste dans la zone. Malgré les intérêts géostratégiques implicites - même pour Cuba, pour qui la logique géographique (proximité) pouvait être un alibi, les difficultés économiques internes, le manque de complémentarité commerciale... mettent en cause toute action désintéressée, basée simplement sur le principe de "l'avantage mutuel" -, il manque à cette "union" le contenu économique qui la rendrait solide.

Pour l'avenir, les perspectives de développement de ces relations, imbriquant profondément intérêts politiques et relations économiques, sont influencées par de nombreuses variables, dont l'évolution de la crise économique au Nicaragua et le comportement de l'administration américaine sont les plus évidentes.

(Suivent en annexe les listes chronologiques des accords avec les pays socialistes, des accords de coopération, des prêts et réalisations, des dons et des divers.)

-----

(Diffusion DIAL)

-----

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 360 F - Avion 440 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441